

ELECTIONS LEGISLATIVES 1958

Département du Rhône - IV^e Circonscription - 7^e 8^e 11^e Cantons

RASSEMBLEMENT RÉPUBLICAIN

Parti Radical, Rassemblement des Gauches Républicaines, U.D.S.R.
Centre National des Indépendants de Gauche

ELECTRICES, ELECTEURS,

Vous avez voté « OUI » pour manifester votre Volonté de voir le pays doté d'un régime républicain stable et fort.

Sous la IV^e République, une mauvaise constitution donnait à l'« Assemblée Nationale » tous les pouvoirs.

Une loi électorale immorale aboutissait à la formation d'un Parlement impuissant.

A l'appel du Président HERRIOT, nous avons toujours et dès le début combattu, puis réclamé la modification de la Constitution et le retour au scrutin d'arrondissement.

Hier aucune majorité de gouvernement n'était possible. Quelques graves que fussent les problèmes à résoudre, aucun gouvernement ne put aboutir à une solution avant d'être ren-

versé par la conjonction des voix de l'extrême-droite et de l'extrême-gauche.

Demain il pourra en être autrement : mais il est absolument nécessaire pour cela que le suffrage universel aboutisse à la formation d'un CENTRE fort, qui, seul, pourra assurer la continuité du régime en offrant au gouvernement une base solide.

C'est ce que pensent les partis qui se sont groupés sous le titre de « RASSEMBLEMENT REPUBLICAIN ».

Il n'a pas tenu à nous que ce rassemblement ne soit aussi large que le désire l'opinion publique.

Du moins, pourrez-vous affirmer votre volonté d'UNION en votant pour son candidat le citoyen

Jean BARIDON

Docteur en Médecine

Conseiller Municipal de Lyon - Délégué Cantonal

Celui-ci n'est pas un inconnu pour vous. Fils de modestes paysans, il a fait ses études comme boursier, il les a terminées en travaillant. C'est parce qu'il n'a pas oublié ses origines modestes qu'il milite au sein du Parti Radical, s'intéressant plus particulièrement aux problèmes concernant les jeunes et leur avenir.

Ce praticien, installé depuis 20 ans dans notre ville, est honorablement connu et estimé de tous, pour ses qualités professionnelles et son dévouement. Elu conseiller municipal de Lyon sur la liste du Président HERRIOT, il a dès son entrée à l'Hôtel de Ville pris une part active à l'administration communale.

Au Parlement il s'est engagé à soutenir notre programme dont voici l'essentiel :

ALGERIE

Impuissante à apporter une solution au drame Algérien, la IV^e République est morte. Le retour au pouvoir du Général De GAULLE, avait fait naître au cœur des Français l'immense espoir de voir enfin cesser cette guerre imbécile et ruineuse. Cependant la guerre continue. Des réticences se manifestent qui traduisent l'hypocrisie des « OUI » de l'extrême droite, et la désillusion ou l'inquiétude de ceux qui croyaient que le passé était révolu.

Nous sommes partisans de la paix en ALGERIE, de la paix au plus vite, dans le cadre d'une ALGERIE étroitement et indissolublement liée à la métropole en une République Fédérative dont les organismes seront progressivement mis en place, après discussion, avec les représentants librement élus par l'une et l'autre communautés.

Il est urgent que les Français de France et les Français d'ALGERIE comprennent enfin que leur intérêt commun est de s'entendre dans le respect mutuel de leurs coutumes particulières, dans l'égalité absolue de leurs droits et de leurs devoirs.

L'étranger est là qui nous guette, qui attise nos querelles : demain à eux le pétrole, à nous les larmes et le sang de nos morts !

LE LOGEMENT

Etat, départements et communes, associés, selon leurs moyens doivent tout mettre en œuvre pour que chaque foyer dispose d'un appartement sain, spacieux, d'un loyer abordable. Ceci ne peut être réalisé que par la construction massive d'appartements du type H.L.M., groupés en véritables cités satellites modernes dans la banlieue lyonnaise.

Le but à atteindre est de pouvoir donner à chaque nouveau foyer qui se fonde, un appartement.

L'ECOLE ET LES JEUNES

La construction des locaux scolaires doit aller de pair avec le développement de la population et cela dans toutes les branches de l'enseignement : primaire, secondaire, supérieur et technique.

Nous manquons de maîtres : les écoles normales devraient être en état de recevoir autant d'élèves maîtres qu'il y a de postes à pourvoir. Nous manquons de professeurs : l'Etat doit prendre à sa charge leur formation. Nos futurs ingénieurs, nos futurs savants devraient recevoir une allocation d'études ouvrant les portes des universités à tous ceux qui en sont dignes.

Il est urgent de construire une cité universitaire digne des étudiants de nos universités.

Une part plus importante doit être faite aux Arts et aux Sports : chaque école devrait être dotée d'une salle des fêtes et d'un terrain de sport.

L'Ecole publique doit être l'école de tous, chacun doit s'y trouver chez soi et y trouver le respect absolu de ses convictions.

LES TRAVAILLEURS ET LES COMMERÇANTS

La monnaie s'effrite chaque jour, les prix ne cessent de monter, un certain ralentissement des affaires se manifeste entraînant la diminution des heures de travail et des salaires, paralysant le commerce. Au moment où les jeunes générations arrivent de plus en plus nombreuses sur le marché du travail, le spectre du chômage recommence à hanter les travailleurs. Cette question capitale doit être étudiée sérieusement. Il faut trouver de nouveaux débouchés et pour cela moderniser notre industrie et notre agriculture. Une audacieuse politique d'investissements et de crédit est nécessaire pour sauver les travailleurs et les commerçants, dont le sort est lié. L'ouvrier, conscient de sa dignité, de la valeur de son travail, réclame ce à quoi il a droit : un juste salaire et une participation aux bénéfices, le moyen de vivre et de faire vivre dignement sa famille.

Les commerçants et les industriels réclament la simplification des réglementations de toutes sortes qui grèvent et paralysent les entreprises.

LES IMPOTS

S'ils étaient plus équitablement répartis, ils seraient moins lourds pour les petits contribuables. Une simplification générale de la perception des impôts directs et indirects s'impose. Peut-être n'est-il pas trop tôt pour étudier une nouvelle forme de perception des impôts à la base même.

L'EUROPE

Elle doit se faire. Mais il faut auparavant refaire la FRANCE afin qu'elle puisse aborder le marché commun et entrer dans la communauté européenne en associé majeur. Nos lois sociales en avance ne doivent pas être pour nous un handicap. Aux autres peuples à reconsidérer les conditions de travail de leurs ressortissants : ce ne sont ni nos ouvriers ni leurs employeurs qui doivent être victimes de l'unité économique européenne.

POUR CELA IL FAUT D'ABORD CHANGER LES HOMMES, IL FAUT ENVOYER AU PARLEMENT DES HOMMES NOUVEAUX.

Parce qu'il est l'un de ceux-là, vous voterez pour le candidat du « Rassemblement Républicain », vous voterez pour le

Dr Jean BARIDON

et son remplaçant éventuel :

Robert DEVAY

34 ans - Membre de la Résistance - Agent Commercial

LA COMMISSION ELECTORALE :

Parti R.R.R.S. :

Félix GAILLARD, ancien Président du Conseil, Président National.
Jules JULIEN, ancien Ministre, Président Départemental.
Auguste PINTON, Sénateur, ancien Ministre.
Louis PRADEL, Maire de Lyon.

Parti de l'U.D.S.R. :

Jean CHENAVIER, Président Départemental.
Louis FORT, chef d'Entreprise à Lyon.

Parti R.G.R. :

Edgar FAURE, ancien Président du Conseil, Président National.
Léon CHAMBARETAUD, Maire de Neuville, Président Départemental.

Centre National des Indépendants de Gauche :

L.-F. DUBOSC, ancien Député, Président National.
Henri CARRIER, Industriel, Président Départemental.

Pour la Circonscription :

Louis PRADEL, Maire de Lyon.
A. PINTON, Sénateur du Rhône.
P. MOREL, Adjoint au Maire.
C. RAMASSOT, Adjoint au Maire.
Guy AROUD.

LES PROBLEMES MEDICAUX SOCIAUX

Des modifications doivent être apportées au fonctionnement de la Sécurité Sociale, en particulier en ce qui concerne le remboursement notoirement insuffisant des frais entraînés par la maladie. Il est indispensable qu'une solution soit recherchée dans la sagesse afin que les finances publiques ne soient pas mises en péril, et pour que les médecins gardent la liberté de leurs prescriptions et les malades le libre choix de leur médecin.

En ce qui concerne notre département, la modernisation de nos hôpitaux doit être poursuivie.

Nous manquons pour nos vieux de maisons de retraite : Celles-ci ne devront plus être des « hospices », mais d'accueillantes maisons familiales, réparties dans nos différents quartiers, de manière à ce que nos retraités soient aussi peu dépayés que possible et puissent recevoir les visites de leur famille et de leurs amis.

LES MERES DE FAMILLE, LA CONDITION DES FEMMES SALARIEES

Dans notre civilisation actuelle, les mères de famille sont les grandes sacrifiées soit qu'elles se consacrent à leurs enfants, soit qu'elles soient contraintes de travailler à l'extérieur.

Il est nécessaire que le taux de l'allocation de la mère au foyer soit porté à un taux suffisant, il est non moins nécessaire que les salariées bénéficient de certains avantages. Il est en particulier nécessaire de développer l'aide familiale à domicile afin que les femmes malades ou surmenées puissent se reposer ou tout au moins se soigner, libérées du souci de leur famille et des travaux domestiques.

Respect de la personne humaine, attachement à la Patrie et à la République, progrès social, telles sont les idées maîtresses que notre candidat entend faire siennes ! Ce sont aussi celles qui ont présidé à la naissance de la V^e République.

Pour que ce programme se réalise, il faut en finir avec les mauvaises habitudes de la IV^e République.